

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5190 - Jeudi 27 Août 2026 - Prix : 200 Fc

SOCIÉTÉ :

Comment transformer les ambitions des jeunes en projets?

« 10.000 Codeurs » mise sur le numérique pour l'emploi des jeunes



TRANSPORT MARITIME :

**Le gouvernement annonce
l'arrivée d'un nouveau bateau**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

13 Rabiul - Awal 1448

Prières aux heures officielles

Du 26 au 31 Août 2026

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 04mn

Fadjr : 05h 00mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 17mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 21mn



Exercice « NOURA » : Le pays teste sa riposte face à un cyclone intense

Pendant trois jours, le pays teste son dispositif de réponse face à un cyclone tropical intense. Lancé mardi à Moroni, l'exercice « NOURA » met à l'épreuve la chaîne d'alerte, la coordination des secours, les mécanismes d'évacuation et la mobilisation du Fonds REPAIR.

Le ministre de l'intérieur, Mohamed Ahmed Assoumani, a officiellement lancé, le 25 août dernier, l'exercice de simulation sur table « NOURA », ainsi que l'activation du Fonds REPAIR. Pendant trois jours, cet exercice doit permettre d'évaluer la capacité du pays à faire face aux conséquences d'un cyclone tropical intense, depuis le déclenchement de l'alerte jusqu'à la phase de relèvement. Placée sous la coordination de la direction générale de la sécurité civile (DGSC), la simulation réunit plusieurs ministères sectoriels, les autorités civiles et militaires, la Banque mondiale ainsi que l'Eastern Africa Standby Force (EASF). Elle

s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan national de contingence et dans le cadre du partenariat entre les Comores et l'EASF autour de l'instrument HANDS de l'Union africaine. Pour le ministre, l'exercice revêt avant tout un enjeu institutionnel.

Il s'agit notamment de vérifier la capacité des autorités à déclencher les différents niveaux d'alerte et à activer rapidement le poste de commandement fixe. « Une décision tardive peut paralyser l'ensemble du dispositif de réponse. Une décision mal coordonnée peut avoir des conséquences graves. J'attends de chacun d'entre vous, quelle que soit son institution, le même niveau d'engagement dans cet exercice », a déclaré Mohamed Ahmed Assoumani. Il a également insisté sur la nécessité d'intégrer les personnes les plus vulnérables dans les mécanismes de réponse. Femmes, enfants, personnes âgées et personnes en situation de handicap doivent, selon lui, faire l'objet d'une attention particulière, les catastrophes ne touchant pas toutes les catégories de popula-



Le pays teste leur réponse face à un cyclone intense

tion de la même manière. L'aspect financier constitue aussi un volet important. L'objectif est de vérifier le bon fonctionnement de la chaîne de déclenchement des fonds et de s'assurer que les ressources puissent parvenir rapidement aux populations affectées.

De son côté, le directeur général de la Sécurité civile, le colonel Abdallah Rakifi, a rappelé que la préparation aux catastrophes ne repose pas uniquement sur l'existence de plans d'urgence, mais surtout sur la capacité à les appliquer efficacement

en situation réelle. Pour lui, « NOURA » doit être un exercice de vérité, destiné à mettre en évidence les failles du dispositif. « Nous ne sommes pas ici pour démontrer que notre système est parfait. Nous sommes ici pour identifier nos faiblesses », a-t-il expliqué, estimant qu'il vaut mieux les découvrir dans le cadre d'une simulation que lors d'une catastrophe réelle. Durant les trois jours, plusieurs aspects seront ainsi mis à l'épreuve : le système d'alerte, la chaîne de commandement, la coordination entre les institutions et les

capacités d'évacuation. Le mécanisme REPAIR, destiné à faciliter la mobilisation des ressources financières en cas de catastrophe, fera également l'objet d'un test grandeur nature.

L'EASF entend, pour sa part, tirer les enseignements de cette expérience afin de renforcer la coopération régionale. Son représentant a rappelé que les catastrophes ne connaissent pas de frontières et que leur gestion nécessite une coopération étroite entre les États. L'organisation régionale ne souhaite donc pas se limiter à un rôle d'observateur. Elle entend documenter les enseignements de l'exercice et identifier les bonnes pratiques susceptibles d'être adaptées et partagées dans la région. À travers NOURA, les autorités comoriennes cherchent ainsi à identifier les éventuelles failles de leur dispositif de gestion des catastrophes, mais aussi à améliorer la coordination et à réduire les délais d'intervention afin de mieux protéger les populations en cas de cyclone majeur.

El-Aniou Fatima

ASSURANCE MALADIE GÉNÉRALISÉE : La diaspora sollicitée pour soutenir la couverture maladie

Sept mois après le lancement de sa phase opérationnelle, l'Assurance maladie généralisée (AMG) cherche à renforcer son ancrage auprès de la population. Ce lundi 24 août à Moroni, les responsables du dispositif, les représentants du ministère de la Santé, les partenaires techniques et les membres de la diaspora ont échangé sur les premiers pas de la réforme et sur le rôle que la diaspora pourrait jouer dans son déploiement et sa pérennisation.



La diaspora sollicitée pour soutenir la couverture maladie

La rencontre visait à mieux faire connaître le fonctionnement de l'AMG et à solliciter l'accompagnement de la diaspora comorienne. Autour du secrétaire général du ministère de la Santé, de représentants de l'Agence française de développement (AFD), de la coordinatrice du projet et de l'équipe du Projet d'appui à l'assurance maladie généralisée (PAAMG), les discussions ont porté sur l'adhésion des ménages, la prise en charge des soins

et les perspectives de financement. « L'AMG s'inscrit dans une réforme engagée depuis plusieurs années », rappelle la coordinatrice du projet, Thouraya Saïd Abdou. Son cadre juridique repose notamment sur la loi n°17-012 relative à la Couverture sanitaire universelle, adoptée en 2017. La phase opérationnelle a débuté en décembre 2025 dans sept districts pilotes dont Mitsamiouli - Mboudé et Hamahamet - Mbwanku à Ngazidja, Domoni et Mremani à Ndzuani, ainsi que les trois districts

de Mwali.

Le dispositif repose sur une affiliation organisée autour des ménages. Les équipes recensent les familles, les sensibilisent, procèdent à leur pré-affiliation puis les catégorisent avant le versement des cotisations. Les ménages les plus démunis bénéficient d'une prise en charge de leur cotisation par l'État, tandis que les ménages vulnérables bénéficient d'un soutien partiel. Pour les bénéficiaires, cette couverture commence déjà à changer le rapport aux soins. «

Je ne galère plus quand je veux emmener mes enfants à l'hôpital », témoigne l'une d'elles. Un médecin présent lors de la rencontre rappelle que le panier de soins est le même pour les assurés. Les enfants de moins de cinq ans bénéficient également d'une prise en charge spécifique en cas d'hospitalisation. Interrogée par nos soins, Moinour Ahmed Saïd Hassan, responsable des opérations du PAAMG, affirme que la mobilisation de la diaspora répond à une réalité. « Tout le monde sait qu'à 80%, c'est la diaspora qui soutient les soins des familles ici aux Comores. » Ses membres pourraient ainsi devenir des relais pour sensibiliser leurs proches et favoriser leur adhésion.

Le projet envisage notamment des démarches collectives, permettant à plusieurs familles ou villages de s'organiser pour adhérer et cotiser ensemble. Une mission de sensibilisation auprès de la diaspora en France est également envisagée, notamment dans les villes où la com-

munauté comorienne est fortement implantée. « Si la diaspora nous aide, nous pourrions viabiliser l'AMG », estime la responsable. Les échanges ont également porté sur la recherche de mécanismes de financement innovants pour garantir la continuité du système. Présent à la rencontre, O. Moussa, membre de la diaspora originaire du district de Mboudé, s'est dit intéressé par la réforme et a proposé de mettre son expertise à contribution.

Le PAAMG bénéficie notamment de l'appui financier de l'AFD et de l'État comorien. À terme, le modèle doit également reposer sur les cotisations des ménages. L'ambition de l'AMG est de réduire la barrière financière qui prive encore certaines familles de l'accès aux soins. Sa réussite dépendra désormais de l'adhésion des ménages, mais aussi de la capacité à mobiliser une solidarité durable entre l'État, les citoyens et la diaspora.

Mohamed Ali Nasra

SOCIÉTÉ :

Comment transformer les ambitions des jeunes en projets?

Face aux difficultés d'insertion professionnelle, l'association « 10.000 Codeurs » mise sur le numérique, la formation et l'entrepreneuriat pour aider les jeunes de Mohéli à passer de l'idée à l'action. Lors d'un forum organisé le 20 août dernier, plusieurs intervenants ont insisté sur l'importance de l'accompagnement, du mentorat et de la mise en réseau pour transformer les compétences en véritables opportunités.

A Mohéli, décrocher un diplôme ne garantit pas toujours l'accès à l'emploi. De nombreux jeunes disposent pourtant de compétences, d'idées et d'ambitions, mais peinent à franchir le cap entre la formation et la vie professionnelle. C'est à cette pro-

blématique que l'association « 10.000 Codeurs » entend apporter une réponse à travers le numérique, l'orientation et l'entrepreneuriat. Organisé le 20 août à Mohéli, le forum a réuni différents acteurs autour des enjeux liés à l'emploi, à la formation et à l'avenir professionnel de la jeunesse. La rencontre a bénéficié de l'appui d'Expertise France, à travers le projet Komor Initiative, de l'Alliance française de Fomboni et de l'Hôtel-Auberge Les Abous. Pour Farouk Anouir, coordinateur d'événements et chargé de soutien au sein de « 10.000 Codeurs », l'objectif ne se limite pas à transmettre des connaissances.

« Notre programme vise à accompagner les jeunes vers une véritable autonomisation profes-

sionnelle et économique », explique-t-il. Il s'agit notamment de les aider à identifier leurs compétences, comprendre les opportunités du marché et construire progressivement un projet professionnel ou entrepreneurial réaliste. La démarche repose sur plusieurs leviers : découverte des métiers du numérique, acquisition de compétences, orientation professionnelle, préparation à la recherche d'emploi, création d'activités, mais aussi mentorat et réseautage. Le choix du numérique répond également aux mutations du marché du travail. « Le numérique ne concerne pas uniquement les métiers de la programmation. Il touche désormais l'éducation, la santé, l'agriculture, le commerce, la communication ou encore les services », souligne Farouk. À

Mohéli, ces compétences peuvent aussi ouvrir des perspectives de travail à distance avec des clients situés en dehors de l'île.

Pour l'association, les jeunes ne doivent pas seulement être consommateurs de technologies, mais également devenir créateurs de solutions adaptées aux besoins de leurs communautés. Un constat partagé par M. Daïf Ahmed Ali, participant au forum. « Nous avons les idées, les projets et les ambitions, mais nous ne savons pas comment nous lancer », témoigne-t-il.

Il estime que la rencontre lui a permis de mieux comprendre les possibilités offertes par l'entrepreneuriat et encourage les jeunes à rejoindre l'association. Même appel du côté d'Ahamada S'Andhra-A-Menes, coordinatrice de Ngoshawo

à Mohéli. Elle invite les jeunes à profiter des formations pour renforcer leurs compétences et élargir leurs perspectives. « Au lieu de croiser les bras, il faut assister aux formations pour acquérir des connaissances et de nouvelles ambitions », affirme-t-elle. Pour « 10.000 Codeurs », le véritable défi commence désormais après le forum.

La formation doit déboucher sur un accompagnement durable, capable de renforcer la confiance, de créer des réseaux et de rapprocher les jeunes du marché du travail. À Mohéli, l'ambition affichée est ainsi de construire une passerelle entre compétences, emploi et entrepreneuriat, afin que les idées de la jeunesse ne restent pas au stade de simples projets.

Riwad

TRANSPORT MARITIME :

Le gouvernement annonce l'arrivée d'un nouveau bateau

La ministre des Transports aériens et maritimes, Yasmine Hassane Alfeine, a annoncé, lors d'un point de presse tenu le 25 août dernier, l'arrivée prochaine d'un nouveau bateau baptisé « Massiwa ». Ce navire devrait faciliter la liaison maritime entre les îles de l'archipel. La ministre a précisé que le démarrage de son exploitation est prévu début 2027, avec l'ambition de mettre le « Massiwa » au service des Jeux des Îles, que le pays aura l'honneur d'accueillir.

Il s'agit d'une nouvelle étape dans la volonté d'unir les îles par la mer. Selon la ministre, cette ambition s'inscrit dans la vision du président Azali Assoumani en faveur de la continuité territoriale, de la mobilité des populations et du développement de l'archipel. À travers le Projet de développement du transport maritime inter-îles aux Comores (PTMIC), cette ambition franchit aujourd'hui une étape majeure avec



l'acquisition du « Massiwa », futur navire destiné à assurer une liaison maritime régulière entre les îles.

« Issu du programme Unir les îles par la mer, ce projet constitue l'une des concrétisations majeures du partenariat avec la France. Financé intégralement par l'Agence française de développement (AFD), le projet couvre la gestion, l'assis-

tance technique, la maîtrise d'œuvre, les travaux portuaires, l'acquisition du navire ainsi que l'accompagnement au démarrage de l'exploitation », a expliqué Yasmine Hassane Alfeine.

« C'est pour cela que l'expertise française accompagne le gouvernement dans la mise en place d'un service maritime régulier, accessible et durable, afin de renforcer la mobilité des populations et les échanges entre les îles », a-t-elle ajouté. D'une longueur de 26 mètres, le «

Massiwa », actuellement en phase finale de construction dans un chantier naval, pourra accueillir 272 passagers et transporter des produits frais et réfrigérés. Il est conçu conformément aux règlements internationaux applicables à la navigation et répond à des exigences élevées en matière de sécurité, de confort et de performance environnementale. Propriété de l'État, le navire sera exploité dans le cadre d'une délégation de service public, avec un ancrage local fort à travers

une société de droit comorien. Le projet prévoit également la création d'emplois pour les équipages et les personnels à terre.

La ministre a également souligné que deux marchés de travaux seront lancés d'ici la fin du mois pour moderniser les infrastructures des ports de Moroni et de Mutsamudu. Ces travaux porteront notamment sur le dragage, l'installation de pontons flottants, la réhabilitation des ouvrages d'accostage, la modernisation des gares maritimes, le renforcement de la sécurité ainsi que l'amélioration de l'accessibilité aux réseaux essentiels. Le gouvernement s'apprête à lancer une procédure de sélection du futur exploitant du navire.

Un appel d'offres sera lancé à la fin du mois d'août, avec une date limite de dépôt des candidatures fixée au cours du mois de septembre 2026. Au-delà du transport de passagers, le PTMIC constitue également une réponse aux enjeux liés à la sécurité des traversées inter-îles, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour les secteurs agricole, halieutique et touristique.

Nassuf Ben Amad

**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

PÊCHE :

La coopérative « Bahari » à l’épreuve de la mer

À Itsandra, les pêcheurs de la coopérative Bahari voient leurs filets se vider. Entre raréfaction de certains types de poissons, chambre froide en panne et prix instables, ils tentent de survivre grâce à la pêche artisanale, en attendant l’aide promise de la Direction de la Pêche.

Lundi 24 août, il est 6 heures du matin à Itsandra. Samir Ahmada répare son embarcation. Les mains calleuses, le regard tourné vers le large, il résume l’angoisse de toute une coopérative. Depuis deux ans, certains poissons comme le simsim se font rare. « Avant, on pouvait ramener 15 à 20 poissons par jour. Ces derniers temps, il y a des jours où on rentre parfois bredouille », confie le pêcheur. Il accuse la pêche intensive pratiquée en amont, du côté de kalaweni et Magoudjou côté imam Chanfiou. « Ils raclent tout avant que le poisson n’arrive chez nous », dénonce-t-il. Cette raréfaction s’ajoute à une autre

contrainte ancestrale, qu’est la saisonnalité. Les pêcheurs d’Itsandra nous expliquent vivre au rythme du « asihazi » ou kashkazi (saison pluvieuse). Quand souffle la mousson, le nkawe apparaît, puis disparaît. Cette instabilité dicte les prix. Sur l’étal, le kilo passe de 1 000 à 5 000 francs comoriens en quelques jours. « Comment prévoir un revenu », s’interroge Samir. Mais le plus urgent se trouve derrière les pirogues, dans un petit local en tôle. C’est leur chambre froide, hors d’usage depuis des mois. À l’intérieur, un réfrigérateur de fortune peine à stocker 50 kilos. « C’est pas assez », lâche le pêcheur. Sans conservation, on est obligé de brader. La coopérative Bahari, qui regroupe une vingtaine de membres, a frappé à toutes les portes. Des membres auraient suivi des formations en transformation et conservation, organisées par la direction générale des ressources halieutiques (DGRH) dans le cadre du programme SWIOFish, financé



La coopérative « Bahari » à l’épreuve de la mer

par la Banque mondiale et exécuté avec le FADC. Des ateliers sur le séchage, le fumage et la gestion cogérée ont eu lieu. Selon Samir, une demande de financement pour la rénovation de leur chambre froide a été déposée auprès du ministère de tutelle à Mdé (ex-CEFADER), à la direction de la pêche. Elle s’appuie sur le modèle de chambre froide coopérative déjà

inauguré à Ikoni par la coopérative locale des pêcheurs en début d’année. Le dossier est actuellement en attente, nous confirme le pêcheur. Une situation que connaissent d’autres coopératives dans différentes localités du pays, comme à Mbadjini au sud de Ngazidja, où la chaîne du froid reste le maillon manquant malgré les

aides annoncées. En attendant, Bahari s’accroche à une valeur de l’écologie. Ici, pas de filets monofilaments ni de pêche à la dynamite. On ne pêche qu’à l’hameçon et à l’appât, comme nos pères. « C’est pour préserver l’environnement », conclut Samir Ahmada. Un engagement louable.

Hamdi Abdillahi Rahilie

ENTREPRENEURIAT :

« Messi », le bahazazi qui fait vivre l’artisanat local

Au cœur du marché de Volo-Volo, Salami, surnommé Messi, a fait du commerce de l’artisanat son quotidien. Entre décoration et tenues traditionnelles, ce père de cinq enfants mise sur l’été et le retour de la diaspora pour valoriser un savoir-faire authentique, malgré les obstacles qui freinent les petits commerçants.

Il est 8 heures à Volo-Volo. Le marché s’éveille dans un brouhaha et les étals s’ouvrent. Dans l’allée centrale, Salami dispose déjà ses trésors. On l’appelle Messi pour sa vivacité passée, mais surtout pour sa capacité à dribbler les difficultés. Lui se définit comme un bahazazi, ce mot en shikomori qui désigne le commerçant débrouillard, celui qui entreprend. Son quotidien commence à l’aube ; charger les cartons depuis la maison, installer la bâche, balayer la poussière, etc. Puis viennent les premiers clients, les négociations serrées, les rires en

shikomori mêlés au français. Son échoppe ne paie pas de mine, mais elle raconte les Comores. Des paniers tressés en raphia, des lampes en bois de cocotier et des tableaux en coquillage côtoient des boubous brodés, des kofia pour les hommes et des chiromani colorés pour les femmes. Chaque pièce est choisie pour son authenticité et sa qualité. « Les gens veulent du vrai », lance-t-il. « Le touriste pour un souvenir, ou le Comorien de France qui revient, il cherche ce qui rappelle la maison, ses origines. »

En cette période « des Je viens », comme on surnomme la saison du retour de la diaspora, Salami a anticipé. Il a renouvelé son stock, diversifié ses articles de décoration intérieure, misé sur des couleurs vives pour répondre à la forte demande saisonnière. L’été est sa haute saison, celle où il faut tenir douze heures debout, négocier, sourire, expliquer l’origine d’un tissu, l’histoire d’une broderie.



« Messi », le bahazazi qui fait vivre l’artisanat local

Derrière l’artisan, il y a un choix assumé. Après ses études, Salami a refusé l’attente d’un emploi administratif. Il voulait, dit-il, la tranquillité d’esprit et l’indépendance de celui qui vit de ses mains. Ce métier est devenu une nécessité familiale. Avec sa femme et ses cinq enfants à charge, chaque vente compte. « Ce travail me permet de tenir ma maison », confie-

t-il avec fierté. Pourtant, le tableau n’est pas sans ombres. Comme beaucoup de petits entrepreneurs locaux, Salami se heurte à un plafond. Le commerçant nous explique que l’accès aux grands marchés et aux appels d’offres reste difficile. Les structures locales manquent de reconnaissance et de soutien financier pour se professionnaliser et saisir les

opportunités économiques. Il appelle à une meilleure considération des artisans. En fin de journée, alors que le soleil décline sur Volo-Volo, son étal reste achalandé malgré la fatigue et la chaleur écrasante. Salami n’a pas réalisé de chiffre record, mais il a fait vivre, objet après objet, un pan entier de l’identité comorienne.

Hamdi Abdillahi Rahilie

JEUX DES ILES 2027 :

Où en sommes-nous à 12 mois des jeux ?

Normalement, dans une organisation normale, le comité chargé d'organiser les Jeux aurait mis en place un compte à rebours pour symboliser l'approche de l'événement et rappeler, à mesure que l'échéance se rapproche, l'urgence de mobiliser tous les acteurs autour de sa réussite. Malheureusement, jusqu'à ce jour, c'est silence radio, alors que le monde sportif continue à se poser des questions légitimes.

S'agissant du complexe de Mitsoudje, qui sera constitué d'une piscine olympique et d'un gymnase couvert, le chantier semble bien avancer à ce jour. A moins d'un accident, cet ensemble sera livré à temps avant les jeux, et les athlètes pourront en bénéficier. À condition que le rythme des travaux soit maintenu, le complexe de Mitsoudje pourrait ainsi devenir l'un des symboles forts de ces Jeux. Une infrastructure moderne mise au service des athlètes, mais aussi un héritage durable pour le sport comorien. Par ailleurs, le complexe de

Maluzini, qui doit abriter l'athlétisme et le football a subi récemment une inspection de la Confédération Africaine de Football en vue de son homologation. Si cette dernière n'a aucune conséquence sur le déroulement des jeux, elle servira néanmoins à donner beaucoup plus d'envergure au dossier comorien. Outre ces deux infrastructures, c'est encore le vide, ou plutôt un saut vers l'inconnu. Jusqu'à ce jour, ni le village des Jeux ni le complexe hôtelier prévu en bord de mer ne sont encore sortis de terre. Et encore moins, la promesse de six autres gymnases, que l'Etat a promis de faire construire.

À l'approche de l'échéance, le temps devient donc un facteur déterminant. Si certaines infrastructures semblent prendre forme, d'autres restent encore au stade des promesses. Le défi sera désormais de transformer rapidement les projets annoncés en réalisations concrètes, afin que les Jeux ne soient pas organisés dans l'urgence. Côté préparation des athlètes, c'est encore le flou total. Les fédérations



continuent de naviguer à vue, davantage préoccupées par le règlement de leurs problèmes internes que par la préparation de leurs athlètes. Quant aux instances suprêmes, le ministère des Sports, le COSIC et le COJI, elles souffrent d'un sérieux déficit en termes de politique commune et de feuille de route claire en vue de ces Jeux. Pourtant, à mesure que l'échéance approche, l'urgence devient de plus en plus évidente. Sans une véritable coordination entre les différents acteurs, le risque est de voir les athlètes arriver insuffisamment préparés. Les infrastructures sont importantes, mais elles ne suffiront pas à garantir la réussite

des Jeux. Il est donc urgent que le véritable chantier commence désormais, celui de la préparation des femmes et des hommes appelés à défendre les couleurs du pays.

Et pendant ce temps-là, nos amis réunionnais continuent à souffler le chaud et le froid, quant à leur participation aux jeux. Dans un entretien accordé au Quotidien de La Réunion, le président du Cros, Johan Guillou s'est montré satisfait de la nouvelle programmation des jeux (10-19 août 2027) qui semble avoir tenu compte de leurs exigences par rapport à la rentrée scolaire de 2027, « On est content car cela prouve que le comité d'organisation

souhaite que La Réunion participe à ces Jeux. » Toutefois, la délégation réunionnaise continue à poser des sérieuses réserves : « Même s'il reste beaucoup d'interrogations autour de l'hébergement, la sécurité, le transport, les conditions sanitaires, mais aussi le nombre de disciplines, les sportifs réunionnais seront donc de la fête », comme le révèlent nos confrères réunionnais. Le spectre des problèmes sanitaires est régulièrement brandi par la partie réunionnaise, comme si les épidémies étaient consubstantielles aux Comores. Pourtant, au cours des trois dernières années, les deux territoires ont été confrontés à plusieurs crises sanitaires, même si leur ampleur et leur impact n'ont pas été comparables. À force de pointer uniquement du doigt les Comores, le débat finit par occulter une réalité pourtant évidente, aucun territoire n'est à l'abri des épidémies. La question n'est donc pas de savoir qui est épargné, mais qui est le mieux préparé à y faire face.

Imtiyaz



Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat







Union des Comores

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL (AAO)

RÉFÉRENCE : N° 2026/05/DNSAE/CVA/AON RELATIVE A L'ACQUISITION DE POUSSINS D'UN JOUR, DE CAPRINS REPRODUCTEURS BOER, DE MATÉRIELS D'ÉLEVAGE AVICOLE, DE PRODUITS VÉTÉRINAIRES ET VACCINS, DE PROVENDE, ET DE MATÉRIELS D'INSÉMINATION ARTIFICIELLE, EN CINQ (5) LOTS

1. Contexte

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM/GEF), à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), pour la mise en œuvre du projet « Renforcement de la résilience des systèmes agricoles et des chaînes de valeur intelligentes face au climat » (CVA). Une partie de ce financement sera affectée aux paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition de poussins d'un jour, de caprins reproducteurs Boer, de matériels d'élevage avicole, de produits vétérinaires et vaccins, de provende, et de matériels d'insémination artificielle, pour le renforcement des fermes d'élevage des CRDE du Projet, en cinq (5) lots.

2. Objet du marché

Le présent appel d'offres concerne l'acquisition et la livraison des fournitures suivantes, réparties en cinq (5) lots :

- Lot 1 — Poussins d'un jour, souche parentale Hy-Line ou Isa-Brown ;
- Lot 2 — Caprins reproducteurs, race Boer ;
- Lot 3 — Matériels d'élevage avicole, produits vétérinaires, désinfectants et vaccins ;
- Lot 4 — Provende pour les fermes avicoles ;
- Lot 5 — Matériels et consommables d'insémination artificielle.

3. Invitation à soumissionner

La Direction Nationale des Stratégies Agricoles et de l'Elevage (DNSAE), à travers le Projet CVA, invite les Soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres sous pli fermé pour un ou plusieurs des cinq (5) lots ci-dessus.

4. Mode de passation

La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National (AON), ouvert à

tous les Soumissionnaires éligibles répondant aux critères de qualification définis dans le présent Dossier d'Appel d'offres, lot par lot.

5. Retrait du dossier

Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et consulter ou retirer gratuitement le Dossier d'Appel d'offres à l'adresse suivante : Coordination du Projet CVA – Mdé, Ex-Cefader, Ministère de l'Agriculture, Moroni, Union des Comores – Tél. : +269 344 26 43 – Courriel : spmcvdnsae@gmail.com.

6. Dépôt et ouverture des offres

- Les offres, accompagnées d'une garantie de soumission, devront être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 15 Septembre 2026 à 10h00.
- Toute offre reçue après ce délai sera rejetée.
- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui souhaitent y assister, le même jour à 10h30, en la salle de conférence du Ministère de l'Agriculture (DNSAE), Mdé Ex-Cefader.

7. Adresse de dépôt

Coordination du Projet CVA
Mdé, Ex-Cefader — Ministère de l'Agriculture
Moroni, Union des Comores
Tél. : +269 344 26 43
Email : spmcvdnsae@gmail.com

Lancé le : 27 AOÛT 2026

Le Maître d'Ouvrage
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat



Yas prend aussi soin de votre santé

**Avec la mutuelle de santé Yas, les revendeurs, distributeurs
et bénéficiaires accèdent plus facilement aux soins
et profitent d'une protection adaptée.**

Yas, vivons connectés

Yas